

Convention collective départementale

**IDCC : 714. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Moselle)
(1^{er} février 1973)**

(Etendue par arrêté du 23 avril 1974,
Journal officiel du 15 mai 1974)

AVENANT DU 17 NOVEMBRE 2015
RELATIF À L'ARTICLE 4 DES CLAUSES GÉNÉRALES
ET AUX ARTICLES 29, 33 ET 34 DE L'AVENANT « MENSUELS »

NOR : ASET1551131M
IDCC : 714

Entre :

L'UIMM de la Lorraine,

D'une part, et

La CGT-FO métaux de la Moselle ;

La CGT métaux de la Moselle ;

La CFE-CGC métallurgie de la Lorraine ;

La CFDT Moselle,

D'autre part,

il a été décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

*Modification de l'article 4 des clauses générales de la convention collective
pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle*

Au dernier paragraphe du point 2 de l'article 4 intitulé « Absences pour exercice de fonctions syndicales » des clauses générales, est ajoutée la phrase suivante :

« A cette fin, les invitations aux réunions paritaires de négociations seront, sauf cas d'urgence exceptionnelle, envoyées aux organisations syndicales représentatives au plus tard 15 jours avant la date de ladite réunion. »

Article 2

*Modifications de textes de l'avenant « Mensuels » de la convention collective
pour l'industrie du travail des métaux de la Moselle*

2.1. A l'article 29 intitulé « Congés spéciaux » de l'avenant « Mensuels », après le premier tiret « mariage du salarié ... 4 jours », les termes « – conclusion d'un pacte civil de solidarité ... 4 jours » sont ajoutés.

2.2. Les dispositions du troisième paragraphe du point 1 de l'article 33 intitulé « Congé de maternité et congé parental » de l'avenant « Mensuels » sont supprimées et remplacées par « Un maintien de salaire d'une durée de 3 mois sera accordé au cours du congé de maternité aux salariées ayant plus de 1 an d'ancienneté dans l'établissement. »

Au premier paragraphe du point 1 de ce même article 33, les termes « Les salariés » sont supprimés et remplacés par les termes « Les salariées ».

Au quatrième paragraphe du point 1 de ce même article 33, les termes « La salariée percevra la différence » sont supprimés et remplacés par les termes « La salariée percevra alors la différence ».

Au dernier paragraphe du point 1 de ce même article 33, les termes « du salarié » sont supprimés et remplacés par les termes « de la salariée ».

2.3. Les dispositions du neuvième paragraphe de l'article 34 intitulé « Hygiène et sécurité » de l'avenant « Mensuels », à savoir « Après une absence pour cause de maladie professionnelle ou d'accident du travail, après un congé de maternité, une absence de plus de 3 semaines pour cause de maladie non professionnelle, ou en cas d'absences répétées, les salariés doivent subir obligatoirement lors de la reprise du travail une visite médicale. » sont supprimées et remplacées par :

« Le salarié bénéficie d'un examen de reprise du travail par le médecin du travail dans les conditions prévues par le code du travail :

- après un congé de maternité ;
- après une absence pour cause de maladie professionnelle ;
- après une absence d'au moins 30 jours pour cause d'accident du travail, de maladie ou d'accident non professionnel. »

Article 3

Entrée en vigueur

Conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail, le présent avenant entre en vigueur le lendemain de son dépôt.

Article 4

Dépôt

Le présent avenant a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Metz, le 17 novembre 2015.

(Suivent les signatures.)